



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations des Deux-
Sèvres**

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL TERRES DE LA GATINE

1 La Poterie
79320 Moncoutant-Sur-Sevre

Références : 2026-01162
Code AIOT : 0057908914

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement EARL TERRES DE LA GATINE implanté 1 La Poterie 79320 Moncoutant-sur-Sevre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL TERRES DE LA GATINE
- 1 La Poterie 79320 Moncoutant-sur-Sevre
- Code AIOT : 0057908914
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation classée soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2.1.2.0 des ICPE

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
11	Eaux	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 19	Demande d'action corrective	6 mois
16	Modification ICPE	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6	Sans objet
4	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7	Sans objet
5	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 8	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 10	Sans objet
8	Stockages	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11	Sans objet
9	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 13-14	Sans objet
10	Stockage des effluents.	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16	Sans objet
12	Epandage et traitement des effluents d'élevage.	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 23	Sans objet
13	Odeurs	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 25	Sans objet
14	Bruit	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27	Sans objet
15	Déchets et animaux morts	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 28-29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Modifications de l'ICPE sans autorisation de la Préfecture.

Présence de parc à moins de 25 mètres d'un puits (AP dérogation).

Rejets d'une partie des effluents vers une aire bétonnée avec risque de rejet d'effluent dans le milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : - à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; - à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des

<p>rivages, des berges des cours d'eau ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; - à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet. <p>En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées ci-dessus peuvent être augmentées .Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'installation est située à plus de 100 mètres des habitations des tiers. - Elle a bénéficié d'une dérogation de distance vis-à-vis d'un puits validée par l'arrêté préfectoral n°E 311 du 19 novembre 2024. Les parcs doivent être à 25 mètres du puits. - 13 Parcs en béton et 4 enherbés sont présents. Les parcs sont en bon état. - Les 4 parcs enherbés ont été récemment construits. 3 sur la parcelle B50, destinés à la pension de chiens et 1 sur la parcelle B515 qui accueille des chiots lors de l'inspection. - Le parc enherbé le plus au sud sur la parcelle B50 est à moins de 25 mètres du puits. Cela constitue une non-conformité à la dérogation de distance validée par l'arrêté préfectoral n°E 311 du 19 novembre 2024.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le parc enherbé le plus au sud sur la parcelle B50 étant à une distance inférieure à 25 mètres, distance réglementée par l'arrêté préfectoral n°E 311 du 19 novembre 2024, il convient que les exploitants se conforment à l'arrêté en respectant la distance de 25 mètres.</p> <p>Un porter à connaissance doit être transmis à la préfecture concernant les modifications de l'ICPE réalisées sans autorisation et les travaux envisagés sur les parcs pour se conformer à la distance des 25 mètres vis-à-vis du puits. A l'issue des travaux les exploitants doivent transmettre des photos attestant que les box sont à 25 mètres du puits.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Clôture de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter les intrusions et la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons, etc.). Les enclos ainsi que toutes les parties où les chiens sont susceptibles d'être présents sont entourés d'une clôture ou de parois empêchant la fuite des animaux.</p> <p>La hauteur de garde de la clôture ou des parois n'est pas inférieure à 2 m, en particulier en cas de présence de neige ; cette hauteur minimum est de 1,8 m si l'installation n'accueille que des chiens dont le poids adulte ne dépasse pas 4 kilogrammes.</p>

Constats :
<p>- Sur les 17 parcs extérieurs, 7 ont une hauteur de 2 mètres. Les autres parcs ont une hauteur inférieure à 2 mètres.</p> <p>Les clôtures doivent être à 2 mètres de hauteur pour les chiens dont le poids à l'âge adulte est supérieur ou égal à 4 kg, 1.8 mètre pour les chiens dont le poids à l'âge adulte est inférieur à 4 kg.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>- Les exploitants doivent rehausser les clôtures afin d'atteindre une hauteur de 2 mètres voire 1,80 pour les chiens ne dépassant pas 4 kg à l'âge adulte.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6
Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fioul et plus généralement les substances et mélanges dangereux pour l'environnement ou la santé sont stockés dans un local réservé à cet effet ou dans une armoire étanche fermée à clef, et dans des conditions propres à éviter tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'en cas d'accident il ne puisse pas y avoir déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>- Absence de produits dangereux ou combustibles sur l'installation.</p> <p>- Présence de produits de nettoyage et désinfection (saniterpen) dans un local.</p> <p>- La fosse septique tient lieu de rétention des produits nettoyants et de désinfection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7
Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Elle dispose d'un plan de nettoyage et de désinfection.</p> <p>Les bâtiments d'activités sont construits en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter.</p> <p>Les sols et les murs des bâtiments d'activités sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement.</p>

Les restes d'aliments non consommés sont collectés au moins deux fois par jour puis éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances.

L'ensemble de la litière souillée par les déjections liquides et solides est enlevé chaque jour.

Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état. Les déjections solides sont enlevées chaque jour.

L'exploitant dispose d'un plan de lutte contre les animaux nuisibles. Il lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire. Un registre des traitements effectués est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

- L'installation était propre et en bon état lors de l'inspection.
- L'installation dispose d'un plan de nettoyage et de désinfection.
- Les bâtiments d'activité sont en matériaux durs.
- Absence d'aliment non consommé visible lors de l'inspection.
- Pas d'utilisation de litière.
- présence d'un plan de lutte contre les animaux nuisibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 8

Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.

Constats :

- Présence d'un accès permettant l'intervention des services d'incendie et de secours.
- Absence de véhicule stationné le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9

Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention

Prescription contrôlée :

I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques (moyen d'alerte, plans des locaux, extincteurs répartis)

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique

II. Les installations existantes sont dotées d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, etc.) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points

d'eau, bassins, citernes, etc. d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - Présence de 5 extincteurs sur le site. - Les extincteurs ont été contrôlés en mai 2025. - Présence d'un plan des risques. - Présence d'une citerne d'eau de 200 m³ sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 10
Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'une attestation justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11
Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention
Prescription contrôlée : <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
Constats :

- Absence de liquide inflammable sur le site.
- Présence de produits désinfectants (saniterpen) dans un local. En cas de fuite, le produit se déverse dans la fosse septique.
- Absence de stockage à l'air libre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 13-14

Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention

Prescription contrôlée :

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel ne dépasse pas celui déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement et ne dépasse pas 300 m³/jour. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé chaque semestre. Ces résultats sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de raccordement sur un réseau public de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations du réseau d'eau destinée à la consommation humaine par des effluents contaminés.

Constats :

- Prélèvements d'eau réalisés à partir du réseau d'eau potable.
- Présence d'un compteur d'eau pour les prélèvements liés à l'installation.
- Présence d'un registre des prélèvements.
- Présence d'un disconnecteur sur l'arrivée d'eau générale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16

Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention

Prescription contrôlée :

Lorsqu'ils existent, les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Constats :

- Présence d'une fosse septique récupérant les effluents de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 19

Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention

Prescription contrôlée :

Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs d'eaux résiduelles dans le milieu naturel.

Constats :

- Les effluents de la pension, de la nurserie et de la maternité sont dirigés vers la fosse septique.
- 2 parcs extérieurs attenants à la nurserie et à la maternité, du fait de leur configuration, rejettent vers une aire bétonnée à proximité et non-pas dans la fosse septique. De ce fait, il y a un risque de rejet vers le milieu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Les exploitants doivent effectuer des travaux sur les 2 parcs extérieurs attenants à la nurserie et à la maternité afin de canaliser les effluents vers la fosse septique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Epandage et traitement des effluents d'élevage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 23

Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention

Prescription contrôlée :

Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités :

- soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante, etc.), sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes d'assainissement non collectif ;
- soit sur un site spécialisé (centre de compostage, etc.) autorisé ou déclaré au titre du livre II, titre Ier ou du livre V du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les coordonnées du gestionnaire du site, l'accord ou le contrat passé avec celui-ci, ainsi que le relevé des quantités livrées et la date de livraison ;
- soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues à l'article 28 de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé ;
- soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions ci-dessous ;
- soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet.

L'épandage est effectué conformément aux prescriptions des articles 26 à 27 de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit sur les cultures maraîchères.

Constats :

- Les effluents de l'installation sont traités par une fosse septique.
- Les effluents sont ensuite récupérés par une exploitation agricole dans le cadre de son plan d'épandage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances odorantes ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération liée à l'exploitation.
Constats : - Présence d'un registre des plaintes sur le site. - Absence de plainte à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27
Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les animaux sont rentrés chaque nuit dans les bâtiments, ou enclos réservés.
Constats : - Les animaux n'ont pas de visibilité sur la voie publique. - Les animaux étaient tous en enclos le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déchets et animaux morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 28-29
Thème(s) : Élevage, Pollution et prévention
Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'installation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits par l'installation, sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée, et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les animaux morts sont entreposés, puis enlevés par l'équarrisseur ou éliminés selon les modalités prévues par le code rural et de la pêche maritime. Le brûlage des cadavres à l'air libre est interdit.

Constats : <ul style="list-style-type: none"> - Déchets vétérinaires stockés en containers spécifiques puis récupérés par le vétérinaire. - Absence de déchets visible autres le jour de l'inspection. - Présence d'un congélateur pour les cadavres avant enlèvement pour équarrissage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Modification ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable ICPE
Prescription contrôlée : <p>II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - 13 Parcs en béton et 4 enherbés sont présents. Les parcs sont en bon état. - Les 4 parcs enherbés ont été récemment construits. 3 sur la parcelle B50, destinés à la pension de chiens et 1 sur la parcelle B515 qui accueille des chiots lors de l'inspection. Ces 4 parcs ne sont pas présents dans le dossier d'enregistrement qui a été validé par l'AP n°E 311 du 19 novembre 2024. Ces 4 parcs ont été conçus sans autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Conformément à l'article R.512-46-23 du code de l'environnement, le pétitionnaire doit porter à la connaissance du préfet les modifications apportées par les exploitants à leur installation sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois